

## **Autres activités des commissions permanentes**

### **COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES**

#### **Avis**

La commission a émis un avis positif sur les sections 21, 23 et 24 du projet de budget général des dépenses pour l’année budgétaire 2013 (y compris la justification et la note de politique générale), DOC [53K2522](#)

#### **Echanges de vue, auditions et rencontres**

Le 5 février 2013, la commission a consacré une discussion à l’arrêt n° 125/2011 de la Cour constitutionnelle, qui lui avait été transmis par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif. Cet arrêt a trait au problème de l’harmonisation des statuts d’ouvrier et d’employé, qui devait être réalisée pour le 8 juillet 2013. Après l’accord intervenu le 5 juillet 2013 entre le gouvernement et les partenaires sociaux sur cette question, la commission a procédé, le 16 juillet 2013, à un échange de vues sur l’accord obtenu.

Le 16 avril 2013, la commission a organisé une audition sur la problématique du statut des accueillants d’enfants. Ont été invités à participer à cette audition : M. Benoît Parmentier (Office de la Naissance et de l’Enfance), MM. Filip Winderickx et Ignace Lambert (Kind en Gezin), Mme Fabiola Fripiat (Fédération des Initiatives Locales pour l’Enfance), Mme Fatiha Dahmani (Landelijke Bediendencentrale) et M. Jan Bundervoet (professeur émérite à la KULeuven).

Le 30 avril 2013, la commission a organisé l’audition de M. Jokke Rombouts et Mme Gisèle Marlière, représentants du Conseil supérieur national des Personnes handicapées, sur les allocations aux personnes handicapées ainsi qu’un échange de vues avec le secrétaire d’État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et secrétaire d’État à la Politique scientifique, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

Le 14 mai 2013, une audition a été consacrée à la problématique des licenciements collectifs et à la fermeture d’entreprises. Ont été entendus lors de cette audition : M. Herman Fonck (CSC),

MM. Francis Gomez et Rudi Kennes (FGTB), Mme Annick Hellebuyck et Nathalie Raghenon (FEB), M. Charles Istasse (UCM), M. Robert Plasman (professeur à l’ULB) et M. Marc De Vos (professeur à l’université de Gand - UGent). Le 25 juin 2013, la commission a procédé à un échange de vues sur le même sujet avec la ministre de l’Emploi.

Dans le cadre de l’examen de la proposition de résolution n° 2124, la commission a procédé, le 4 juin 2013, à une audition sur le concept compte-carrière et ses implications pour le planning de la carrière, les différents types de congé et l’équilibre entre le travail et la vie privée. Les personnes suivantes ont pris la parole: M. Jef Maes (FGTB), M. Piet van den Bergh (CSC), Mme Monica De Jonghe (FEB), Mme Mirjam Malderie (direction générale Relations individuelles du Travail du SPF Travail, Emploi et concertation sociale), M. Frank Robben (Banque carrefour de la Sécurité Sociale et Plateforme eHealth), M. Pierre Lemaire («Ligue des Familles»), Mme Ilse De Vooght (Femina), Mme Marie-Thérèse Casman (professeur à l’ULg) et M. Luc Sels (professeur à la KULeuven).

#### COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

##### **Avis**

La commission a émis à l’intention de la commission des Finances et du Budget un avis positif sur la section 16 du projet de budget général des dépenses 2013 (9 janvier 2013), [DOC 53K2522](#).

La commission a examiné le suivi de l’arrêt n° 145/2011 de la Cour constitutionnelle, qui lui avait été renvoyé par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif (16 janvier 2013).

##### **Echanges de vue, auditions et rencontres**

Dans le cadre du débat sur la coopération militaire au niveau du Benelux et de l’Europe, une audition a été organisée le 14 novembre 2012 au cours de laquelle ont été entendus :

- M. Håkon Lunde Saxi, Norwegian Institute for Defence Studies (IFS), Oslo;
- M. Walter Stevens, Service européen d’action extérieure, Bruxelles ;
- M. Patrick Descy, Centrale générale des services publics (CGSP) ;
- Mme Ilse Heylen, Confédération des syndicats chrétiens (CSC) ;
- M. Erwin De Staelen, Syndicat libre de la fonction publique (SLFP) ;
- M. Jean-Pierre Hulin, Centrale générale du personnel militaire (CGPM),

DOC [53K2566](#).

Un échange de vues sur le soutien apporté par la Belgique à l’opération SERVAL de la France au Mali, organisé avec la commission des Relations extérieures et la commissions des Relations extérieures et de la Défense du Sénat, a eu lieu le 15 janvier 2013, DOC [53K2619](#).

Dans le cadre de l’examen de la proposition de loi de M. Georges Dallemagne et consorts modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense et de la proposition de résolution de M. Denis Ducarme et Mme Corinne De Permentier visant à renforcer le screening des candidats et des membres civils et militaires de la Défense, et à renforcer les moyens du Service

général du renseignement et de la sécurité (SGRS), DOC 53K2569 et DOC 53K2641, une audition a été organisée à huis clos, le 20 mars 2013, au cours de laquelle ont été entendus :

- le lieutenant général Philippe Grosdent, directeur général de la Direction général des Ressources humaines;
- le général-major Eddy Testelmans, chef du département d’État-major Renseignement et Sécurité (ACOS IS);
- M. Alain Winants, administrateur général, Sûreté de l’État;
- M. Dirk Deboodt, délégué permanent – CGSP;
- M. Erwin De Staelen, président – SLFP;
- M. Yves Huwart, délégué permanent – CGPM;
- M. Walter Van den Broeck, responsable syndical – CSC.

### **Visites**

Une délégation de la commission a visité:

- l’Hôpital militaire de la Composante médicale, à Neder-over-Heembeek (28 novembre 2012);
- le Service d’enlèvement et de destruction des engins explosifs (SEDEE) de la Composante Terre, à Langemark-Poelkapelle (13 mars 2013);
- la mission des USA auprès du quartier général de l’OTAN à Evere, le Nato joint forces command, à Brunssum (NL), et l’unité de vol Awacs de l’OTAN, à Geilenkirchen (D)(26 et 27 mars 2013);
- le Quartier Roi Albert à Marche-en-Famenne (mercredi 15 mai 2013).

**COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE**

**Avis**

La commission a rendu un avis approprié à la commission des Finances et du Budget sur le projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l’année budgétaire 2013 (sections 2, 32 et 46).

**Echanges de vue, auditions et rencontres**

Le 18 décembre 2012, la commission a approuvé le budget de la Commission de Régulation de l’Électricité et du Gaz (CREG) après avoir entendu:

- M. François Possemiers, président de la CREG;
- M. Lacrosse, directeur au Budget à la CREG.

Le 19 mars 2013, à l’occasion de la proposition de résolution (Ann Vanheste) relative à la distribution des journaux et périodiques n° 1710/1, la commission a procédé à l’audition de représentants des organismes suivants :

- Agence et Messageries de la Presse (AMP): Guillaume Beuscart (CEO), Tom Vermeirsch et Renaud Dupont (avocat);
- Prodipresse: M. Walter Agosti;
- Unizo: M. Luc Ardies;
- VFP: *Vlaamse Federatie voor Persverkopers*: M. Tony Vervloet.

Le 26 mars 2013, la commission a organisé des auditions sur le surendettement des consommateurs au cours desquelles ont été entendus les orateurs suivants:

- Mme Danièle Bovy, au nom de l’Association belge des consommateurs Test-Achats asbl;
- M. Ivo Van Bulck représentant l’Union professionnelle du Crédit (UPC);
- Mme Anne Defossez au nom du Centre d’Appui aux Services de Médiation de dettes de la Région de Bruxelles-Capitale ASBL;
- M. Michel Vermaerke au nom de la Fédération Financière Belge - Belgische Federatie van het Financiewezen - Belgian Financial sector Federation (Febelfin);

- M. Olivier Jerusalmy, au nom du Réseau Financement Alternatif asbl.

Le 11 juin 2013, dans le cadre de l’examen de propositions de loi relatives aux assurances incendie, la commission a procédé à l’audition de :

- M. Bruno Didier (Assuralia);

- M. Geert Dankaert (Association belge des consommateurs Test-Achats asbl).

### **Suivi législatif**

Suivi des arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle en 2011 et en 2012.

## **COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET**

### **Avis**

La commission a rendu des avis de subsidiarité sur :

- une proposition de règlement sur les documents d’informations clés relatifs aux produits d’investissement COM (2012) 352 (DOC [53K2452](#));

### **Echanges de vue, auditions et rencontres**

La commission a organisé des échanges de vues sur :

- les chiffres macroéconomiques et Dexia à la suite des déclarations du gouverneur de la Banque nationale de Belgique (DOC [53K2411](#));
- l’audit interne du SPF Finances (DOC [53K2589](#));
- le Conseil Ecofin du 14 mai 2013 (DOC [53K2950](#));
- le Conseil Ecofin du 21 juin 2013.

La commission a organisé des auditions sur:

- le dossier ACW-Belfius;
- la réforme du système du Tax Shelter (DOC [53K2762](#));
- la spéculation sur les produits alimentaires (proposition de loi n° [53K0081](#));
- les deux derniers rapports annuels du Service des décisions anticipées en matières fiscales et l’état de la situation en matière de régularisation fiscale;

**SOUS-COMMISSION DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET "COUR DES COMPTES"**

La sous-commission “Cour des comptes” de la commission des Finances et du Budget a examiné deux rapports de la Cour des comptes:

- le rapport relatif au premier plan fédéral de lutte contre la pauvreté (09/01/2013)
- le rapport relatif à la gestion des absences pour maladie du personnel de l’État fédéral (09/07/2013).

**COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

**Avis**

**Budget**

La commission a rendu un avis positif à la Commission des Finances et du Budget concernant les sections 32 et 33 du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013 (y compris la justification et la note de politique générale) (DOC [53K2521](#), [53K2522](#), [53K2523](#), [53K2586](#)).

Avis de subsidiarité sur la proposition de Règlement relatif au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques et abrogeant la Directive 2009/40/CE COM(2012) 380; la proposition de Directive portant modification de la Directive 1999/37/CE du Conseil relative aux documents d'immatriculation des véhicules COM(2012) 381; la proposition de Règlement relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans l'Union, et abrogeant la Directive 2000/30/CE COM(2012) 382.

La commission a adopté l’avis à l’unanimité.

Avis de subsidiarité sur la proposition de Règlement concernant les comptes rendus d'événements dans l'aviation civile COM (2012) 776.

La commission a adopté l’avis à l’unanimité.

Avis de subsidiarité sur le quatrième paquet ferroviaire - achever l'espace ferroviaire unique européen pour stimuler la compétitivité et la croissance européennes COM(2013)25.

Par 10 voix contre 3, la commission a décidé de ne pas émettre d’avis et a préféré poursuivre le dialogue politique avec la Commission européenne.

### **Echanges de vue, auditions et rencontres**

- Le 10 octobre 2012 a eu lieu un échange de vues avec le ministre des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes la restructuration du Groupe SNCB projetée dans l'accord de gouvernement (suite à la grève du 3 octobre 2012). Le 23 octobre 2012 a eu lieu une audition de MM. Michel de Fays en Rudi Moens, Conseillers à la Cour des comptes sur le rapport d'audit concernant les flux financiers entre les sociétés du Groupe SNCB dans le cadre de la restructuration du Group SNCB projetée dans l'accord de gouvernement.
- Le 19 décembre 2012 a eu lieu la présentation par les conseillers de l'Institut belge des Services postaux et des télécommunications (IBPT) du rapport annuel 2011 (article 34 de la loi du 17 janvier 2003 portant statut de l'IBPT).
- Le 23 janvier 2013 a eu lieu, dans le cadre de la discussion de la proposition de résolution visant à promouvoir l'adaptateur de vitesse intelligent en vue d'accroître la sécurité routière à la lumière de la directive STI et des recommandations de la Commission fédérale sécurité routière, DOC [53K2440](#), une audition de Mme Karin Genoe, administrateur déléguée de l'Institut belge de la Sécurité routière (IBSR), M. Jean-François Gaillet (directeur Essais, Formation et Avis de l'IBSR) et M. Johan De Mol, directeur de "Instituut voor Duurzame Mobiliteit" (Université de Gand).
- Le 28 janvier 2013, une audition concernant le FYRA a été organisée par le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques et la « *commissie voor Infrastructuur en Milieu van de Tweede Kamer der Staten-Generaal* » (Pays-Bas) de MM. Bert Meerstadt, président-directeur de NS, Marc Descheemaeker, administrateur délégué de la SNCB, Hugo Thomassen, répartiteur des sillons de ProRail et Luc Lallemand, administrateur délégué d'Infrabel. Le 4 juin 2013 a eu lieu un échange de vues sur la décision de mettre un terme aux commandes du Fyra avec le ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes et M. Marc Descheemaeker, administrateur délégué de la SNCB. Le 25 juin 2013 a eu lieu un

échange de vues sur la mise en service du Fyra avec le secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances, et secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, et M. Thierry Breyne, responsable du Service de Sécurité et Interopérabilité du Chemin de fer (SSICF).

- Le 5 février 2013 a eu lieu l'audition sur la proposition de plan d'investissement 2013-2025 du Groupe SNCB de : M. Jannie Haek, administrateur délégué de la SNCB Holding ; M. Luc Lallemand, administrateur délégué d'Infrabel; M. Marc Descheemaeker, administrateur délégué de la SNCB. Le 19 février 2013 a eu lieu un échange de vues avec le ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes sur la proposition du plan d'investissement 2013-2025 du Groupe SNCB.
- Le 20 février 2013 a eu lieu un échange de vues avec Monsieur Johan Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord, et les conseillers de l'IBPT sur l'étude de l'IBPT relative aux tarifs télécoms.
- Le 20 février 2013 a eu lieu une audition concernant l'évaluation de la campagne BOB avec Mme Miran Scheers (IBSR) ; M. Vincent Léonard (police locale); M. Michaël Jonniaux (police fédérale); le secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre ; la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des Chances.
- Le 6 mars 2013 a eu lieu, dans le cadre des propositions de loi n°440/1, 1777/1, 1792/1, 2053/1, 2245/1, une audition de : M. Luc Ausloos, avocat général (Mons) M. Paul Kenis, avocat général (Gand) M. Luc Brewaeys, juge de police (Vilvorde) Mme Kristien Hänsch, juge de police (Bruxelles).
- Le 15 mai 2013 a eu lieu une audition de MM. Guido Herman et Jean-Marc Jeanfils, médiateurs pour les voyageurs ferroviaires concernant le rapport annuel 2011.

- Le 10 juillet 2013 a eu lieu une audition de M. Johnny Thijs, CEO de bpost, sur la situation de bpost.
- Le 16 juillet 2013 a eu lieu, dans le cadre des propositions de loi n°1467/1 et 1536/1, une audition sur le récent rapport du SPF Economie sur la neutralité du net de MM. Robert Queck (CRIDS, Namur), Olivier Braet (SMIT, Bruxelles), Maxime Piron (UN, Namur) et Mme Peggy Valcke (KU-Leuven).

**COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**Avis**

Lors de ses réunions des 9, 15 et 16 janvier 2013, la commission a rendu à la commission des Finances et du Budget des avis favorables sur les sections suivantes du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013 :

- sur la section 04 - SPF Personnel et Organisation et la section 05 – SPF Technologie de l'Information et de la Communication ;
- sur la section 02 - SPF Chancellerie du Premier ministre;
- sur la section 13 - SPF Intérieur et la Section 17 – Police fédérale et Fonctionnement intégré.

Lors de sa réunion du 19 juin 2013, la commission a rendu, conformément à l'article 37*bis* du Règlement, un avis de subsidiarité sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération et la formation des services répressifs (Europol) et abrogeant les décisions 2009/371/JAI et 2005/681/JAI COM(2013)0173 (DOC [53K2910](#)). Cet avis, exprimant des réserves en ce qui concerne le respect du principe de subsidiarité, a été transmis aux autorités européennes.

**Echanges de vue, auditions et rencontres**

Lors de sa réunion du 13 novembre 2012, la commission a organisé un échange de vues avec le secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics sur le projet eHR (<http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic576.pdf>).

Des représentants du Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le racisme ont été entendus le 20 novembre 2013 à propos du rapport annuel Migration 2011 (DOC [53K2553](#)).

Le 21 novembre 2012, a eu lieu un débriefing par la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur du Conseil Justice et Affaires intérieures des 25 et 26 octobre 2012.

Lors de sa réunion du 30 janvier 2013, la commission a décidé de procéder à une évaluation de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé. Cette évaluation s’inscrivait dans la perspective d’une révision prochaine de la loi précitée en vue de mieux réguler les méthodes de travail des détectives privés et de mieux tenir compte des principes de la législation relative à la protection de la vie privée. Au cours de ces auditions qui ont eu lieu le 20 février 2013, les personnes suivantes ont été entendues :

- M. Jan Cappelle, directeur de la Direction Sécurité privée du SPF Intérieur;
- M. Guy Rapaille, président du Comité permanent de Contrôle des services de renseignement et de sécurité (Comité Permanent R);
- M. Willem Debeuckelaere, président de la Commission de la Protection de la Vie privée;
- MM. Benoît Montens, Alex Roeland et Jean Gerassimos, représentants de l’Association professionnelle des Inspecteurs et Experts d’Assurance (APIEA);
- M. Alain Goelens, représentant de la FGTB;
- M. Piet Van den Bergh, représentant de la CSC;
- M. Léon Oldenhove de Guertechin, représentant du Collège des Procureurs généraux;
- M. Carlos Van Knippenberg, président de l’Union professionnelle Nationale des Détectives privés;
- M. Marc Cools, professeur à la VUB;
- M. Ronny Van Looy, représentant de la “*Corporate Fraud Investigators Belgium*”;
- M. Frank Boogmans, détective agréé;
- M. Jos Vander Velpen, président de la *Liga voor Mensenrechten*.

DOC [53K2711](#))

Le 26 mars 2013, la commission a convié la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté et le secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics à un échange de vues sur le projet d’amélioration des instances d’asile, réalisé en partenariat avec Deloitte.

Le 7 mai 2013, la commission a tenu une réunion commune avec la commission spéciale chargée d’examiner les conditions de sécurité du rail en Belgique à la suite du dramatique accident survenu à Buizingen et la commission de l’Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques. Au cours de cette réunion qui était consacrée à l’accident ferroviaire survenu le 4 mai 2013 à Wetteren, a eu lieu un échange de vues avec la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur et de l’Egalité des Chances, le ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement et le secrétaire d’Etat à l’Environnement, à l’Energie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l’Intérieur et de l’Egalité des chances (<http://www.dekamer.be/doc/CCRI/pdf/53/ic737.pdf> ).

Le 10 juillet 2013 a eu lieu un échange de vues avec la vice-première ministre et ministre de l’Intérieur sur le rapport fait par M. Joseph George au nom de la sous-commission de la Sécurité nucléaire sur la problématique des indications de défauts des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2.

### **Autres activités**

#### *- Propositions de résolution*

Le 23 octobre 2013, la commission a entendu le rapport fait par M. Joseph George au nom de la sous-commission "Sécurité nucléaire" concernant une proposition de résolution visant à améliorer la procédure d’exportation de matériel nucléaire. Lors de cette même réunion la commission a adopté à l’unanimité ladite proposition de résolution, qui conformément à l’article 76 du règlement, a été soumise à la séance plénière (DOC [53K2475](#)/001 et 2).

Le 27 novembre 2013, la commission a également adopté une proposition de résolution relative à la réforme de la Convention de Schengen (DOC [53K2389](#)/001 à 7).

#### *- Suivi législatif*

La commission a consacré plusieurs réunions au suivi des arrêts de la Cour constitutionnelle rendus entre le 1er janvier et le 31 octobre 2012 et des remarques du rapport du Collège des procureurs généraux relatif au suivi législatif qui lui avaient été renvoyés par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

#### *- Propositions rejetées*

La commission a rejeté les trois propositions suivantes :

- proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner s'il y a eu fraude et mauvaise gestion dans le cadre du déménagement des services centraux de la police fédérale vers la Cité administrative de l'Etat, (DOC [53K2596](#) ;
- proposition de loi modifiant le Code électoral en vue d'interdire le port de signes convictionnels par les membres des bureaux électoraux, DOC [53K120](#) ;
- proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en ce qui concerne le contrôle de l'absentéisme scolaire, DOC [53K983](#)/1 et 2.

#### **SOUS-COMMISSION DE LA SECURITÉ NUCLÉAIRE**

##### *Examen des résultats des stress tests belges*

La sous-commission a poursuivi l’examen des résultats des stress tests belges entamé lors de la précédente session. Dans ce cadre, elle a entendu MM. Jan Bens et Manfred Schrauben, respectivement directeur général et directeur du département Etablissements et déchets de l'AFCN (20 février 2013).

##### *La problématique des indications de défauts des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2*

Conformément à l’article 33 du Règlement de la Chambre, la commission de l’Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique a proposé de confier notamment à la sous-commission la mission d’examiner la problématique de la sécurité des réacteurs nucléaires, entre autres les indications de défauts et les révisions décennales. Cette proposition a reçu l’accord de la Conférence des présidents en date du 6 mars 2013.

La sous-commission a entendu M. Jan Bens, directeur général de l'AFCN sur le sujet les 20 mars et 22 mai 2013.

#### **COMMISSION DE LA JUSTICE**

##### **Avis**

##### **Budget**

Le 9 janvier 2013, la commission a émis un avis positif sur le projet du budget général des dépenses pour l’année budgétaire 2013 (y compris la justification et la note de politique générale) – Section 12 – Justice (DOC [53K2522](#)).

### Suivi législatif

15 janvier 2013 : examen de la lettre du 20 décembre 2012 du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif sur le suivi des arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle en 2011.

5 février 2013 : examen de la lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif concernant les arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle en 2012.

19 février 2013 : examen de la lettre du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif concernant la deuxième partie du rapport du Collège des procureurs généraux (DOC [53K1414](#)).

9 juillet 2013 : examen des remarques du rapport 2011 du Collège des procureurs généraux renvoyées à la commission de la Justice par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif (DOC [53K1414](#)): actualisation du tableau de suivi.

### Échanges de vues

17 octobre 2012 et 27 février 2013 : audition de représentants de la DG EPI du SPF Justice à propos du régime carcéral.

6 novembre 2012 : débriefing de la ministre de la Justice sur le Conseil JAI des 25 et 26 octobre 2012.

11 décembre 2012 : débriefing de la ministre de la Justice sur le Conseil JAI des 6 et 7 décembre 2012.

19 mars 2013 : débriefing de la ministre de la Justice sur le Conseil JAI des 7 et 8 mars 2013.

17 avril 2013 : présentation, par le Collège des procureurs généraux, du rapport d’analyse 2007-2011 des analystes statistiques du Collège des procureurs généraux.

11 juin 2013 : débriefing de la ministre de la Justice sur le Conseil JAI des 6 et 7 juin 2013.

19 juin 2013 : audition de MM. Etienne Goethals, premier président, Jean-François Leclercq, procureur général, et Patrick Duinslaeger, premier avocat général près la Cour de cassation.

### **Visite**

19 février 2013 : visite au Conseil supérieur de la Justice.

### **Propositions et projets de loi rejetés**

- Proposition de résolution relative à la fiabilité des statistiques en matière de multipatridie, DOC [53K1812](#).
- Proposition de loi abrogeant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, DOC [53K1956](#).
- Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la possibilité d'opposition de l'autorité saisie, DOC [53K2277](#).
- Projet de loi visant à étendre le dol spécial en ce qui concerne le prélèvement ou le fait de permettre le prélèvement d'organes ou de tissus dans le cadre de la traite des êtres humains, DOC [53K2608](#).

## **COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ECONOMIQUE**

### **Avis**

La commission a examiné le suivi des arrêts nos 70/2012, 12/2012 et 8/2012 de la Cour constitutionnelle, qui lui sont transmis par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif (15 janvier 2013).

### **Echanges de vue, auditions et rencontres**

Dans le cadre de l’examen de la proposition de loi de M. Jean-Marc Delizée et Mme Laurence Meire relative aux procédures collectives visant à assurer le maintien des exploitations et de l’emploi dans le secteur agricole (DOC K2737), des auditions ont été organisées les 21 et 28 mai 2013 au cours desquelles ont été entendus M. Chris Botterman (Boerenbond), M. Daniel Coulonval (Fédération wallonne de l'agriculture), Mme Muriel Bossut (asbl Agricall), M. Ivan Verougstraete en M. Riccy Focke (vzw Boeren op een Kruispunt).

**COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES**

**Avis**

La commission a rendu un avis à la commission des Finances et du Budget sur le projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 14 - SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (DOC [53K2522/1](#) et 2, [53K2523](#) ainsi que sur les notes de politique générale relatives à la Coopération au développement, d'une part, et aux Affaires étrangères, Commerce extérieur et Affaires européennes, d'autre part (DOC [53K2586/2](#) et [53K2586/7](#)).

**Echanges de vue, auditions et rencontres**

Lors des séances de questions orales, de nombreux dossiers relatifs à l'actualité internationale ont été abordés. Des débats d'actualité ont également été organisés avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur les thèmes suivants : l'Afrique centrale et l'Est du Congo (2 débats), les relations commerciales avec l'Asie du Sud-Est (1 débat), le Mali et la région du Sahel (3 débats), le Moyen-Orient et la Syrie (3 débats) et la réorganisation des postes diplomatiques (1 débat).

La commission a également procédé à des échanges de vues avec des représentants de différentes assemblées parlementaires :

- M. Guillaume Kigbafori Soro et Mme Assa Emilienne Bobi, respectivement Présidents de l'Assemblée nationale et de la commission des Relations extérieures de la République de Côte d'Ivoire (6 novembre 2012) ;
- Mme Maya Jribi, membre de l'Assemblée Nationale Constituante tunisienne et secrétaire générale d'Al Joumhour (5 décembre 2012);
- M. Jean-Claude Mignon, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (21 mai 2013).

D'autre part, la commission a entendu :

- des représentants de la société civile burundaise (6 novembre 2012) ;

- des représentants d'Oxfam (27 novembre 2012) et d'International Crisis Group (4 décembre 2012) sur la situation au Congo ;
- des représentants du "Human Rights and Democracy Network" (13 mars 2013);
- MM. Werner Bauwens, envoyé spécial pour le Désarmement et la Non-prolifération (SPF Affaires étrangères), François Delhaye (cellule stratégique du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes), André Dumoulin (Centre d'Etudes de Sécurité et de Défense (CESD) - Institut royal supérieur de Défense - Ulg), Raymond Elsen (physicien et ancien expert ONU exploration stratégique) et le Dr. Tom Sauer (professeur à l'Universiteit Antwerpen) sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires (17 avril 2013) ;
- Mme Liesbeth Goossens, responsable du plaidoyer humanitaire d'Oxfam-Solidarité asbl, sur la situation des Territoires occupés et plus particulièrement de la zone C (19 juin 2013) ;
- Dr. Neeraj Mistry, Managing Director of the Global Network for Neglected Tropical Diseases (26 juin 2013). Cette audition faisait suite à un déjeuner du président de la commission en compagnie de M. John Kuofor, président de cette association internationale.

Dans le domaine de la coopération au développement, la commission a entendu le ministre compétent sur les enjeux et les orientations de la politique de coopération dans les pays à revenus intermédiaires (17 avril 2013).

Enfin, trois réunions communes ont été organisées avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat, sur les thèmes suivants :

- audition de M. Dominique de Crombrugghe, Évaluateur spécial de la Coopération internationale, sur le rapport 2012 de l'Évaluateur spécial et le rapport final d'août 2012 (version provisoire) sur l'évaluation de BIO (7 novembre 2012) ;
- échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur le rapport du groupe de réflexion sur le "Futur de l'Europe", fondé à l'initiative du ministre allemand des Affaires étrangères, M. Guido Westerwelle (21 novembre 2012) ;
- échange de vues sur les Accords bilatéraux de Promotion et Protection des Investissements (5 décembre 2012) avec des représentants du ministre.

**COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ**

**Avis**

La commission a émis un avis à l'intention de la commission des Finances et du Budget sur le projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013, DOC [53K2522](#)

- À propos de la section 24 (*partim* : Égalité des chances)(DOC [53K2522/013](#))
- À propos de la section 24 (*partim* : Victimes de guerre) (DOC [53K2522/037](#))
- À propos de la section 25 (*partim* : Sécurité de la Chaîne alimentaire) (DOC [53K2522/011](#))
- À propos de la section 25 (*partim* : Développement durable) (DOC [53K2522/033](#))
- À propos de la section 25 (*partim* : Santé publique) (DOC [53K2522/029](#))
- À propos de la section 25 (*partim* : Environnement) (DOC [53K2522/007](#))
- À propos de la section 33 (*partim* : Beliris) (DOC [53K2522/008](#))
- À propos de la section 44 (*partim* : Politique des Grandes villes) (DOC [53K2522/012](#))
- À propos de la section 44 (*partim* : Intégration sociale et Lutte contre la pauvreté) (DOC [53K2522/033](#))

**Echanges de vue, auditions et rencontres**

- Le 27 novembre 2012, la commission a procédé à un échange de vues avec Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur l'évaluation du plan fédéral (contre le) cancer, DOC [53K2552](#);
- Le 24 octobre 2012, la commission a évalué le plan d'accueil hivernal fédéral 2012 des sans-abri, en présence de Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, et de Mme Pascale Peraïta, directrice du Samu social Bruxelles, [53K2506](#);
- Le 24 avril 2013, la commission a procédé, en présence de M. Melchior Wathelet, secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie, à la Mobilité et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles adjoint au Premier ministre, à un échange de vues sur la note fédérale des

indicateurs environnementaux, établie en vertu de la loi du 5 août 2006 relative à l’accès du public à l’information en matière d’environnement, DOC [53K2808](#);

- Le 24 avril 2013, la commission a examiné le plan « La santé des abeilles: notre santé aussi. Actions additionnelles 2013-2014 (plan fédéral pour les abeilles) », DOC [53K2807](#);
- Le 20 février 2013, la commission a procédé à un échange de vues avec Mme Maggie De Block, secrétaire d’État à l’Asile et à la Migration, à l’Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjointe à la ministre de la Justice, sur le second plan fédéral de lutte contre la pauvreté, DOC [53K2714](#),
- La commission a consacré une série de réunions à la mise en œuvre de la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l’art médical, de l’art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l’art infirmier et des professions paramédicales, DOC [53K2644](#);

Dans ce cadre, il a été procédé à un premier échange de vues le 23 janvier 2013, sur les avis de la commission paritaire « pratiques non conventionnelles » et des chambres créées pour chacune des pratiques non conventionnelles, rendus en vertu de la loi du 29 avril 1999 susmentionnée. Cet échange de vues s’est déroulé en présence de Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, et du président et du vice-président de la commission paritaire précitée: MM. Dirk Cuypers et Michel Van Hoegaerden.

- Le 20 mars 2013, la commission a organisé l’audition de M. Raf Mertens, directeur général du Centre fédéral d’expertise des soins de santé, sur l’ensemble des pratiques non conventionnelles. La seconde partie de la réunion était consacrée à une audition de représentants de l’Unio Homeopathica Belgica et de la Liga Homeopathica Classica.
- Le 15 mai 2013, la commission a organisé un échange de vues avec Mme Laurette Onkelinx, vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur les lignes directrices des arrêtés d’exécution de la loi précitée, en ce qui concerne l’homéopathie.
- Enfin, le 5 juin 2013, la commission a organisé une deuxième série d’auditions, cette fois sur l’ostéopathie. Au cours de cette réunion, les personnes suivantes ont été entendues :
  - M. Jean Ruwet, président de l’Union belge des ostéopathes (UBO);
  - M. Yves Lepers, professeur à l’ULB ;
  - M. Eric Dobbelaere, président du Groupement National Représentatif des Professionnels de l’Ostéopathie (GNRPO);

- M. Michel Van den Abeele, président de l’Union des Kinésithérapeutes et Ostéopathes (UKO);
  - M. Simon D’Hooghe, secrétaire général d’Axxon;
  - M. Guy Vanderstraeten, doyen de la faculté de médecine à l’UGent;
  - M. Tim Daelemans, représentant du Centre de formation en ostéopathie FICO.
- Dans le cadre de l’examen de la proposition de loi interdisant l’élevage des animaux à fourrure en Belgique DOC 53 K798, la commission a entendu les personnes suivantes :

au cours de sa réunion du 19 juin 2013:

- Mme Ann De Greef, directrice de GAIA;
- Mme Nicole van Gemert, “*Bont voor Dieren*”;
- Mme Marijn Bijleveld, chercheuse au bureau indépendant de recherche et de consultance environnementales CE de Delft;
- M. Jean-Michel Lebrun, chercheur chez IPSOS, groupe international d’études de marché full service;
- M. Kurt Zaman, représentant du service d’inspection du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;
- Mme Nadia Baert, riveraine d’un élevage d’animaux à fourrure;

au cours de sa réunion du 26 juin 2013:

- M. Marnix Van Laecke, président de l’Association belge des éleveurs d’animaux à fourrure, BEFFA;
- M. Marc Van Wajsberg, président de Pelsland;
- Mme Françoise Hossay, présidente de l’association EFBA (*European Fur Breeders Association*);
- M. Kris Baetens, directeur *Sectorwerking* à l’UNIZO, *Unie van Zelfstandige Ondernemers*;
- M. Wim Verhagen, président de la “*Nederlandse Vereniging Pelsdierenhouders*”;
- M. Dirk Lips, expert scientifique;
- M. Rudy Gotzen, juriste du Boerenbond.